

# Voici ce que le logement connecté va changer

**INNOVATION** Le pôle de compétitivité Route des lasers et des hyperfréquences vient de réunir deux jours, à Limoges, les acteurs de la filière pour décrypter les enjeux de cette révolution

NICOLAS CÉSAR  
n.cesar@sudouest.fr

« Le secteur du bâtiment représente 66 % de l'énergie consommée en France et 21 % des émissions de gaz à effet de serre », rappelle Tarik Laouedj. Or, un logement connecté peut permettre de réduire la facture énergétique jusqu'à 25 %. Ces chiffres dévoilés mercredi par le référent « bâtiment connecté » du pôle de compétitivité régional Alpha Route des lasers et des

Selon le cabinet suédois Berg Insight, l'Europe comptera, en 2020, 45 millions de maisons de ce type

hyperfréquences, lors d'un séminaire dédié au sujet, à Limoges, montre combien ce nouveau concept n'est pas un énième gadget. Concrètement, cela se traduit par l'installation d'une « box » permettant de centraliser les commandes de

tous les équipements d'un logement, ainsi que plusieurs capteurs et objets connectés. Afin de pouvoir ensuite piloter, même à distance, via son téléphone portable, le niveau de chauffage, ses lumières, ouvrir le portail pour réceptionner un colis ou encore contrôler la qualité de l'air intérieur.

## Un coût non négligeable

Dernière ces innovations, se cachent en réalité des enjeux de taille : rendre les bâtiments moins énergivores, plus confortables, mieux les protéger des cambriolages grâce à des détecteurs de présence et faciliter le maintien à domicile des personnes âgées via des objets connectés. Selon le cabinet suédois Berg Insight, l'Europe comptera, en 2020, 45 millions de maisons de ce type, soit près de quatre fois plus



Dès aujourd'hui, on peut « piloter » son chauffage, ses lumières... depuis son smartphone, avec, à la clef, de belles économies d'énergie. PHOTO QUENTIN SALINIER

qu'aujourd'hui. Pour l'heure, le taux de pénétration est faible, en raison du coût de ces équipements (premiers packs autour de 1 000 euros), mais les perspectives de business sont immenses, comme en témoigne l'engouement des géants de l'Internet et des grandes marques d'électroménager sur le sujet. « À Legrand, nous avons déjà 440 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2016 avec nos objets connectés », met en avant Jérôme Boissou, responsable du programme IoT de Legrand, dont le siège social est à Limoges.

De leur côté, les promoteurs, aussi, s'activent. Ainsi, Bouygues Construction a lancé, en septembre, la commercialisation de Wizom, un pack de services - destiné aux promoteurs immobiliers et aux bailleurs so-

ciaux - permettant de commander à distance son chauffage ou encore de détecter des fuites. L'un des principaux enjeux sera d'adapter l'habitat existant. En particulier les 7,4 millions de logements privés particulièrement énergivores (étiquetés Fou G) en France, occupés par 2,6 millions de ménages modestes. Nicolas Hulot, le ministre de la Transition écologique, en a fait une priorité nationale.

## Et la protection des données ?

Pour y remédier, le gouvernement prévoit d'investir entre 10 et 12 milliards d'euros au cours du quinquennat, notamment via le crédit d'impôt transition énergétique. Avec l'ambition de rénover 500 000 logements par an. Ce qui passera par des travaux d'isolation, mais aussi l'installation

d'objets connectés pour mieux maîtriser la consommation d'énergie. Par ailleurs, le ministre réfléchit aussi à un dispositif de bonus-malus sur les logements en fonction de leurs performances énergétiques.

Ceci étant, « il y a encore un problème d'acceptabilité de l'intelligence artificielle en France », observe Jaime Diaz-Pineda, responsable de l'unité interactions homme-système au Centre aquitain des technologies de l'information et électroniques (Catie). Les usagers seront très vigilants quant à la confidentialité de leurs données, qui en disent long sur leur vie. En outre, sur un plan technologique, « l'intelligence artificielle a encore des progrès à faire pour adapter les logements au profil des utilisateurs. Elle n'y parvient pas encore », ajoute-t-il.

## L'HOMME DE LA SEMAINE



### Stéphane Rochon

Directeur de la technopole Bordeaux Unitec

À la tête de Bordeaux Unitec depuis octobre 2016, Stéphane Rochon s'apprête à donner une tout autre envergure à cette structure d'accompagnement des start-up dans les sciences de l'ingénieur, la santé et le numérique, créée en 1990. Le 1<sup>er</sup> janvier prochain, il va fusionner sa technopole - qui dispose de 10 salariés et d'un budget d'un million d'euros (financé par la Région, l'Europe et Bordeaux Métropole) avec Aquitaine Europe Communication (AEC). « Les deux entités sont complémentaires. Nombre de jeunes pousses incubées par AEC arrivent chez nous une fois matures », souligne le futur directeur de cet ensemble, qui accompagne au total 100 start-up. En alliant leurs forces, il espère faire grandir encore le très bon taux de survie de ses protégés (+ de 70 %). Mais aussi devenir un hôtel d'entreprises adapté aux pépites qui sortent des pépinières locales, lorsque ses nouveaux locaux, au cœur de la Cité numérique, à Bègles (33), seront prêts, d'ici fin 2018. Des challenges stimulants pour cet entrepreneur dans l'âme, qui a créé trois sociétés, dont une en 2000, spécialisée dans le tirage d'albums photos numériques. Une jeune entreprise, qui avait été alors accompagnée par... Bordeaux Unitec. Avec cette start-up, il a tout connu, des hauts et des bas : l'explosion de la bulle Internet, qui l'a contraint à repenser le business model, puis à se fonder dans Photo Service, dont il a ensuite dirigé l'entité tirage photos (11 millions d'euros de chiffre d'affaires, plus de 100 salariés). Et ce, jusqu'au rachat, en 2012, par Orange. Une expérience précieuse, qui lui donne aujourd'hui un regard averti sur le monde des start-up.

N. C.

# Innov Robotics veut convertir l'entreprise aux robots

## MÉRIGNAC (33)

Depuis quelques mois, la société conseille et informe sur la robotique. Et ça marche

Il a eu cette idée il y a près de dix ans. Et c'est finalement en août 2016 qu'il s'est lancé. Dominique Carricart a transformé son idée en business. Celle-ci ? Former, informer et conseiller les entreprises et leurs salariés sur la robotique. « Je travaillais pour Renault en 1996. À l'époque, il y avait déjà des robots partout dans les usines.

Vingt-et-un ans plus tard, on se rend compte du retard de tous les autres secteurs industriels dans ce domaine. En effet, la plupart d'entre eux commencent tout juste à se poser la question de l'outil et de l'atout qu'il pourrait représenter pour s'imposer face à la concurrence. J'ai estimé qu'il y avait un important travail d'information à réaliser dans ce domaine et qu'il y avait de la place pour Innov Robotics. »

## « La France est en retard »

Les premiers résultats de la jeune société, installée en région bordelaise,

à Mérignac, semble lui donner raison. « Nous sommes sollicités par les directeurs de grosses PME ou d'entreprises de taille intermédiaire. Nous sommes capables, outre la formation de leurs salariés sur toutes les marques de robots du marché et directement dans leurs locaux grâce à des outils transportables, d'assurer pour l'examen de leurs projets. Nous pouvons effectuer les calculs concernant le retour sur investissement en robotique », explique le dirigeant, dont le carnet de commandes explose. « Nous intervenons pour des entreprises du secteur de la plasturgie, de

l'auto, comme Ford, de l'aéronautique, comme Dassault... L'intérêt pour la robotique monte en puissance et c'est tant mieux, pas seulement pour nous. La France, dans ce domaine, est en retard : à peine au niveau de la Thaïlande et loin, très loin, de l'Allemagne, de la Chine, du Japon et de la plupart des pays européens, d'ailleurs. En France, la robotique est trop vécue comme un destructeur d'emplois, je ne suis pas d'accord. »

Innov Robotics a, elle, créé de l'emploi. La société a embauché deux ingénieurs depuis sa création.

Pascal Rabiller



Dominique Carricart.

PHOTO STÉPHANE LARTIGUE/« SO »